

# LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

RÉDACTION et ADMINISTRATION  
69, rue du XXXI Décembre - Genève  
Téléphone 14.06

Rédacteur en chef: Dr Lazar MARKOVIĆ, professeur à l'Université de Belgrade

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an  
Autres pays. 8 fr. — »

## La question yougoslave et les Alliés

La question yougoslave s'est développée et vint à maturité indépendamment de la grande politique européenne. Il n'y a pas longtemps que cette question, dans son ensemble, était considérée comme une utopie pernicieuse au maintien de la situation politique existante et l'on n'en tenait compte que pour l'enregistrer comme un phénomène négatif et sans importance. Le fardeau d'une conception aussi erronée de notre question nationale retombait de tout son poids sur la Serbie.

C'est à la petite et faible Serbie qu'incombait la tâche d'affranchir notre berceau national, notre patrie classique: la Macédoine. La Serbie, tout en s'en acquittant avec honneur, se heurta à la complexité des intérêts des Puissances, lesquelles, depuis le Congrès de Berlin, veillaient à l'intégrité de l'Empire ottoman qu'elles considéraient comme une nécessité absolue et indiscutable.

Ensuite, la Serbie devait aussi penser à ses fils vivant sous la domination de l'Autriche-Hongrie. En ce qui concerne la solution de cette question, l'Europe entière se montra intransigeante envers les aspirations nationales de la Serbie. L'archaïque et chimérique dogme, d'après lequel la double monarchie devrait être conservée dans l'intérêt de l'équilibre européen, avait sapé les bases de la réalisation de nos aspirations nationales. Le Congrès de Berlin avait remis entre les mains de l'Autriche-Hongrie le sort du Piémont yougoslave, de la Serbie, de sorte que la question de notre unité nationale restât à la merci de son pire ennemi, l'Autriche-Hongrie. L'Europe avait ainsi condamné la Serbie au dilemme suivant: ou périr ou consentir à être le vassal, l'avant-garde du germanisme. Et la Serbie choisit la première possibilité en refusant non seulement de se faire l'avant-garde du germanisme, mais en outre en se proposant d'être la barrière contre lui.

En 1908, nous avons fait sentir à l'Europe qu'il existe une question nationale qui devrait être mise à l'ordre du jour, la question yougoslave. L'énergique protestation de la Serbie contre l'annexion forcée de la Bosnie-Herzégovine avait sorti l'Europe de sa béatitude et ébranlé le fragile édifice de la double monarchie. Mais tout de même l'Europe ne comprit pas la portée de ce mouvement national.

Les guerres de 1912-1913 ont démontré à nos amis et à nos ennemis la valeur réelle du Piémont yougoslave, la Serbie. Les années de 1912 et 1913 ont fait comprendre à Vienne et à Berlin le danger de l'apparition de la question yougoslave. L'Etat-monstre du dualisme germano-magyar qui vit au dépens des peuples slaves opprimés, devait nécessairement se décomposer ce que prouvait, d'ailleurs, la fermentation dans le sud de la Monarchie qui se manifesta à la veille de 1914. Les tendances yougoslaves qui revêtaient un caractère d'actualité pressante furent un symptôme des plus sûrs du morcellement qui menaçait la Monarchie.

Le manifeste du Parlement serbe de 1914 qui visait la création d'un Etat yougoslave indépendant qui engloberait tous les Serbes, Croates et Slovènes, ne fut pas bien saisi dans les milieux politiques de nos alliés. Cependant, bien avant ce manifeste, au début même de la guerre, l'Autriche-

Hongrie se mit à l'œuvre d'extermination des classes intellectuelles yougoslaves qui pourraient servir de guide au peuple. Tous les intellectuels yougoslaves qui furent jugés par l'Autriche-Hongrie capables de travailler à l'émancipation du peuple, trouvèrent place sur le banc des accusés pour « haute-trahison » et furent écroués au cachot.

Quand nous songeons à nos frères russes, il ne nous paraît pas trop étonnant que nos amis anglais et français ne se soient pas aperçus, dans la première année de guerre, de cette lamentable situation. Lorsque nos hommes politiques travaillant à notre unité nationale avaient fait connaître au public russe les idées de l'unité nationale yougoslave, les « milieux slavistes » de Russie nous traitèrent d'impérialistes, ne sachant évidemment pas que l'unité du peuple yougoslave n'est pas plus « impérialiste » que ne le fut l'unité du peuple italien.

Ce n'est qu'après trois ans d'efforts, de lutte, de souffrances surhumaines et de sacrifices immenses que l'opinion publique de nos alliés commence à se rendre compte de la légitimité et de la justesse de notre unité nationale. Mais l'opinion publique est séparée des cabinets de ministres par une distance que l'on doit encore parcourir. Pour démontrer l'exactitude de cette opinion nous nous référerons à la question polonaise en faisant un parallèle avec la nôtre.

La question yougoslave et la question polonaise ont beaucoup de ressemblance, elles sont presque identiques quant à leur aspect intérieur et leur importance au point de vue international. Cependant, la question polonaise a, depuis bien longtemps, passé de l'opinion publique à la politique réelle des cabinets alliés. La délivrance et l'unité du peuple polonais ont trouvé place dans les programmes de tous les alliés comme une condition essentielle de la paix. Ce n'est pas la conséquence des sympathies pour le noble peuple polonais mais bien le résultat d'une conception claire et juste de la question polonaise. Une Pologne grande et forte est nécessaire aux Alliés; une Pologne libre et unie doit empêcher la pénétration allemande dans l'Orient slave. La nécessité de créer une telle Pologne se fait surtout sentir depuis la révolution en Russie; les patriotes aussi bien que les socialistes russes s'en rendent parfaitement compte. C'est pour cette raison que tout le monde considère la restitution de la Belgique et de la Serbie avec le Monténégro, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France et la reconstitution de la Pologne comme le minimum des revendications des Alliés.

La question yougoslave ne fait donc pas partie du programme minimum des Alliés, mais elle appartient au nombre de questions à résoudre, au nombre de questions qui seront réglées par la réalisation du principe en vertu duquel les peuples sont libres de disposer d'eux-mêmes. Ce principe a sa base réelle dans la décision des Alliés de ne mettre qu'une fin victorieuse à cette lutte, dans le programme de guerre de la République d'outre-mer, dans notre ferme volonté d'aller jusqu'au bout dans la voie de notre émancipation nationale, dans les sympathies de nos Alliés pour notre cause équitable et légitime. Cependant, il est nécessaire, il est indispensable que nos

Alliés se fassent une conception claire et juste de l'utilité réelle qu'ils tireront de notre délivrance et de notre unité nationale.

La résistance de la Serbie à la pénétration militaire des troupes austro-allemandes fut pour les Alliés un héroïsme épique, un miracle d'exploits, une grande épisode de guerre. Ce fut au moment où la Serbie combattait à la triple invasion ennemie qu'on releva la réelle et grande importance que représentait pour les Alliés le petit front serbe. Cela à lui seul suffirait à démontrer qu'un Etat yougoslave des Serbes, Croates et Slovènes est appelé à jouer un rôle aussi important que la Pologne. Un Etat yougoslave au sud aura pour les Alliés la même importance qu'une Pologne au nord; notre devoir est d'en persuader les Alliés et alors nous pouvons considérer notre question nationale comme ayant eu raison des erreurs

qu'ont eues jusqu'à maintenant nos amis et alliés.

Lorsqu'on se fera l'idée juste de l'importance d'un Etat yougoslave, tous les compromis conclus à notre détriment n'auront plus leur raison d'être et devront, par conséquent, être annulés. Ni au point de vue pratique ni au point de vue moral, il ne serait possible de demander maintenant pour donner suite à quelque compromis, de mutiler l'intégrité du peuple polonais; pourquoi serait-il donc possible de le demander à l'égard de notre peuple et cela surtout pendant que nous restons en communauté de guerre avec les Alliés? Nous méritons d'être traités avec équité et justice par les Alliés. Il est donc de leur propre intérêt d'être équitables envers nous au moment de résoudre notre problème national.

M. P. CEMOVIĆ.

## La « force attractive » de l'Allemagne

*Le comte Czernin s'est enfin prononcé sur le sort qu'il daigne réserver à la Serbie. Quant à la Serbie, a-t-il dit dans son exposé devant la Commission des affaires étrangères, je me refuse à figurer comme l'assurance pour les aventures militaires de nos ennemis. Je me refuse à faire à nos ennemis qui persistent à vouloir lutter, jusqu'à la victoire finale, des concessions unilatérales, dont la Monarchie aurait à souffrir d'une manière permanente et qui donneraient à nos ennemis l'avantage inappréciable de pouvoir traîner la guerre à l'infini, relativement sans risques. Ainsi le comte Czernin confirme l'exactitude des affirmations de son confident en Suisse, M. Slepianek. Celui-ci disait en effet aux Serbes: — Demandez d'abord la paix et alors vous verrez quelles conditions avantageuses vous obtiendrez de nous! Le comte Czernin suggère la même idée: il voudrait d'abord voir les Serbes abdiquer leur unité et leur indépendance nationales pour leur faire après la grâce de les laisser vivotes, mutilés et politiquement asservis. C'est ce qu'il appelle « la paix sans annexions et avec le droit des peuples de disposer de leur sort! »*

*Le collègue du comte Czernin, le chancelier de l'Empire allemand, le comte Hertling, pour se faire complaisant envers le « brillant second », n'a pas même voulu parler de la Serbie et des autres*

*peuples balkaniques. Je laisse au ministre des affaires étrangères de la Monarchie le soin de répondre sur les points 9, 10 et 11 des propositions de M. Wilson. C'est pour dire que l'Autriche-Hongrie serait seule compétente pour trancher les questions citées, une affirmation qui a dû beaucoup égarer le public. Ce qui est cependant le plus intéressant, c'est que le troisième ministre, M. de Kühlmann, n'a pas suivi la consigne, et, pressé par la critique des députés socialistes, il a expliqué comment l'Allemagne et son alliée l'Autriche-Hongrie, s'imaginent l'avenir des petits peuples, y compris naturellement la Serbie: « Nous reconnaissons, a-t-il dit, le droit des peuples de disposer de leur sort, mais nous ne voulons pas empêcher que l'Allemagne exerce sa force attractive sur les petits peuples limitrophes ». Voilà donc la formule trouvée: Pas d'annexion, mais uniquement l'attraction! L'attraction ne suppose pas la violence; elle exprime plutôt quelque chose de naturel, d'irrésistible et qui ne saurait être évité. Ainsi les peuples attirés n'auront aucun motif de se plaindre d'une telle mesure, qui est la conséquence logique de leur voisinage de l'Allemagne, ce gros aimant du monde entier et dont les charmes doivent entraîner aussi la Serbie dans l'orbite germanique. Auch nicht schlecht!*

## LES PROPOS D'UN INTRIGANT

— Le comte Andrássy et la paix —

Le comte Jules Andrássy a publié dans la « Revue politique internationale » (octobre-décembre) sous le titre « La Grande-Bretagne et la paix » une réponse à Lord Lansdowne. Dans cette réponse, le comte Andrássy soutient que la Grande-Bretagne peut rendre au monde entier l'immense service de sauver l'humanité du chaos indescriptible et l'Europe de la déchéance irrémédiable qu'entraînerait la guerre à outrance. « Pour cela — dit Andrássy — elle n'a qu'à suivre les conseils de Lord Lansdowne. » Les Alliés écouteront sans aucun doute, la Hongrie et l'Autriche l'appuieront chaleureusement. Les questions qui nous intéressent sont liquidées par les résultats acquis de la guerre. « En fait, le Mittel-Europa étant déjà réalisé, le comte Andrássy se demande avec étonnement à

quoi bon prolonger encore la lutte? Et il déclare son pays prêt à assumer le rôle d'un honnête courtier (le terme honnête ne manque pas de saveur.) Il voudrait engager la conversation avec l'Angleterre par dessus la tête de ses alliés auxquels il croit ainsi ne devoir faire aucune concession.

Il faut admirer la ténacité avec laquelle le comte Andrássy s'acharne à plaider une cause aussi mauvaise que celle de la paix Lansdowne; une paix basée non pas sur des principes mais sur l'opportunisme et comportant forcément le maintien du système actuel en Europe, ainsi que la conservation de cet édifice délabré que l'on nomme l'Autriche-Hongrie. Il est vrai qu'au bout de ses efforts pacifistes le comte Andrássy entrevoit déjà comme récompense le poste de chancelier, ce qui stimule sans



cesse son énergie pacifiste. Il n'en reste pas moins un esprit belliqueux par excellence, à l'âme moyenâgeuse, voulant opposer à une paix démocratique entre les peuples une paix des grands seigneurs. Fort en dialectique il dispose de diverses méthodes en polémique. Il a l'esprit ingénieux, et la somme de mauvaise foi dont il dispose lui donne le droit d'aspirer à la succession du comte d'Aerenthal et de Berchtold. Dans son plaidoyer pour la paix il dialogue souvent avec lui-même et fait passer sous les yeux des lecteurs les situations les plus diverses; des fantômes et des spectres effrayants. Ainsi le premier film qu'il déroule c'est la perspective d'une guerre redoublant de vigueur après la conclusion de la paix séparée avec la Russie, « d'une guerre revêtant la forme d'impitoyable dureté que l'on n'a pas encore vue, même pendant cette guerre déjà assez horrible ». Mais sachant bien que le public anglais, à qui il a l'air de s'adresser en cette occurrence, n'est pas facile à émouvoir, il continue sa démonstration sur un autre ton. On y trouve des idées extraordinaires, stupéfiantes. Ainsi par exemple, le péril américain contre lequel il met l'Entente en garde. « Admettons, dit-il, que l'Entente réussisse à tenir jusqu'au bout, jusqu'à ce que les Etats-Unis l'aient sauvée, pareil succès de l'Amérique ne signifie-t-il pas la prépondérance en même temps que la déchéance de l'Europe? Au point de vue économique Londres n'est plus le centre du monde. Or, si les Etats-Unis sauvent l'Entente par leur intervention militaire, c'est encore eux qui joueront le premier rôle diplomatique. Quelle ne sera pas la force d'attraction de la puissante nation américaine sur le Canada et l'Australie. Que deviendra l'idéal de la plus Grande-Bretagne en face d'un panaméricanisme triomphant? »

Vient ensuite le tour du Japon. « Au côté des Etats-Unis, c'est le Japon qui aurait la part du lion dans une victoire obtenue par la prolongation de la guerre. »

Il n'est pas jusqu'au spectre du bouleversement d'ordre social que le comte Andrassy ne fasse miroiter aux yeux des lecteurs pour démontrer que l'Entente devrait s'empresse d'accepter les propositions

autrichiennes de paix. Il invite l'Entente à méditer l'exemple de la Russie. Mais c'est précisément ici que l'argument se retourne contre son auteur. Car s'il est un pays qui présente une analogie frappante avec la Russie, c'est bien l'Autriche-Hongrie, où l'organisation sociale et étatique laisse le plus à désirer. Le comte Andrassy le reconnaît lui-même en disant: « Il est cependant indispensable que nous procédions à la réforme de notre vie intérieure tout en restant sur le terrain ferme des bases historiques et de nos intérêts spécifiques. »

Après avoir exposé les conditions qu'il croit être acceptables pour l'Entente, Andrassy a parlé aussi de la réforme du Droit des gens. Il prétend que sur ce terrain il ne sera pas difficile de s'entendre puisque l'initiative du comte Czernin a dépassé sur ce point celle de tous les hommes d'Etats responsables en n'importe quels pays. « Les Alliés d'Occident eux-mêmes ne pourront pas aller plus loin puisque Czernin a proposé le désarmement général et l'arbitrage obligatoire. Continuer la guerre sous prétexte de vouloir réformer le Droit des gens, n'est pas admissible puisqu'on peut parfaitement l'améliorer par une paix de compromis. M. Lloyd George lui-même est obligé de reconnaître que nous ne répudions plus la réforme du Droit des gens, mais il nous oppose la thèse des « bandits à punir » avant que l'on puisse parler du règne du droit. « Au point de vue diplomatique, répond le comte Andrassy, l'Angleterre agirait sagement si elle renonçait à nous traiter comme on traite les « bandits attrapés ». D'abord parce que nous sommes loin d'être « attrapés », ensuite parce qu'il n'existe pas de jury international assez impartial pour discerner avec certitude où se trouvent les criminels et pour répartir avec justesse les châtimements mérités ». Nous nous permettons de corriger le jugement du comte Andrassy relatif à l'inexistence d'un jury international. Ce jury, selon nous, existe, et il fonctionne déjà. Ce sont en effet les dix-sept Etats qui se sont ligués contre l'Allemagne et ses alliés dans le but de rétablir le droit violé et de châtier les coupables.

M. D. M.

## LE DISCOURS DE STRANSKY SUR L'AUTRICHE ET LA SERBIE

Le député tchèque Stransky a prononcé à la Commission des affaires étrangères un grand discours sur la politique de la Monarchie. Parlant de l'attitude de l'Autriche envers la Serbie, M. Stransky s'est exprimé, d'après un compte rendu publié par la « Neue Freie Presse » du 25 janvier, dans les termes suivants :

« L'orateur considère comme indispensable d'examiner la question de savoir qui est coupable du plus atroce des faits accomplis, quel est celui qui est responsable des atrocités de la guerre. La guerre, en effet, n'est pas quelque chose d'indépendant de la volonté humaine, c'est le résultat d'une faute et non pas d'un hasard. Il faudra donc examiner comment le ministère des affaires étrangères peut excuser la guerre avec la Serbie, guerre qui entraîna la catastrophe mondiale.

« Discutant l'exposé présenté par le ministère des Affaires étrangères, l'orateur relève la prétention vague et imprécise de représenter le résultat des deux guerres balkaniques comme ayant été mûri sous le patronage des puissances de l'Entente, comme si la Monarchie s'était comportée en spectateur paisible et comme si la liquidation de la guerre balkanique n'avait pas eu lieu sous la pression de l'Autriche-Hongrie.

« Il rappelle les sentiments austrophiles du roi Milan et son attachement à la maison des Habsbourg et estime qu'une politique intelligente de leur côté aurait pu profiter de cette situation. Au lieu de cela on a obligé le roi à une politique qui devait le rendre impopulaire dans le peuple et conduire à sa chute à la fin. La convention militaire secrète que le roi Milan avait con-

clue avec la Monarchie, l'obligeait à ne pas toucher à la Bosnie-Herzégovine, lui laissant les mains libres dans le sud de sorte qu'au moins de ce côté-là la nation serbe pouvait chercher à s'affranchir du joug turc.

« Après la chute de Milan, dit le député tchèque, le Dr. Vladan Georgević a eu à défendre l'indépendance de sa patrie, non seulement contre la défaveur russe, mais encore contre les atteintes grossières de l'Autriche-Hongrie. Cet ami sincère de la Monarchie, qui entretenait les meilleures relations avec le comte Goluchowsky et avec la cour de Vienne, ne laissa jamais de côté le but final de la politique serbe, c'est-à-dire la réunion de tous les Serbes. L'Autriche-Hongrie n'a pas su acquérir l'amour et l'attachement du peuple serbe en Bosnie et en Dalmatie et elle l'a perdu en Croatie, bien que cependant, dès 1908, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine se soit transformée en une annexion que le Dr. Georgević dans sa brochure *Quo vadis Austria?* appelle une faute fatale. Les deux guerres balkaniques furent la suite naturelle et inévitable de cela. Mais, en ce qui concerne la liquidation des guerres des Balkans, la Monarchie a employé toute son influence — et cela malheureusement avec succès — pour empêcher la Serbie d'avoir les mains libres dans le sud, d'obtenir un débouché sur la mer. C'est pourquoi celle-ci fut contrainte de conserver à l'est le territoire acheté si cher par tant de sang et pour lequel s'est élevé le conflit et la guerre avec la Bulgarie. C'est sous notre patronage — et non point sous celui de l'Entente, — que fut créé artificiellement au détriment de la Serbie au sud de ce pays un Etat d'opérette qui quelques temps plus tard montra son incapacité d'existence. De cette façon après la guerre balkanique, la Serbie se trouva secouée par une véritable fièvre de haine contre la Monarchie, de là, l'enthousiasme pour une propagande nationale dont le but était la réunion de tous les Serbes en un même Etat. L'attentat de Sarajevo a été incontestablement un grand crime que rien ne pouvait excuser. Mais au lieu de punir celui-ci justement, le comte Berchtold répondit par un acte de vengeance qui constituait un véritable suicide, par lequel il croyait éteindre le feu qui brûlait aux frontières du pays en allumant des parties du monde tout entières. L'ultimatum du 23 juillet n'était pas un ultimatum, mais une déclaration de guerre, car l'acceptation de cet ultimatum aurait équivalu à une capitulation pour la Serbie.

« L'orateur demande depuis quand les représentants étrangers de la Monarchie peuvent se permettre de pousser leur gouvernement à la guerre, depuis quand un ambassadeur pouvait se permettre envers son ministre des mots tels que ceux employés par le baron Giesl. La propagande pan-serbe, dans le stade de l'histoire mondiale que nous parcourons, ne saurait être écartée que par la restauration d'un Etat pan-serbe, serbo-croate, yougoslave et si le comte Czernin ne veut pas marcher sur les brisées du comte d'Aerenthal et du comte Berchtold, il ne lui reste rien d'autre à faire que de travailler à la réalisation de cette pensée. »

## Les Croates et le mouvement yougoslave en Autriche-Hongrie

Les Tchèques et les Yougoslaves, dans la partie autrichienne de la Monarchie, ont fait leurs réserves de droit, dans leurs déclarations du 30 mai. Plus tard, leurs députés ont proclamé que le programme du 30 mai était un programme minimum et dit ouvertement que leurs questions nationales étaient devenues des questions internationales.

Les Slovaques sont soumis à un régime de terreur difficile à imaginer. Les Roumains sont persécutés par mille procédés tous plus iniques les uns que les autres. Les Serbes sont traités en ennemis de l'Etat et il n'y a pas d'injustice ou de cruauté qui leur soit épargnée. La Bosnie agonise dans la terreur et dans la faim. Reste encore la Croatie qui possède un semblant d'autonomie, un gouvernement et un parlement.

C'est sur les Croates qu'à l'heure actuelle s'exerce la pression la plus puissante. Le parti coalisé des Croates et des Serbes, victorieux aux élections, se trouve au pouvoir depuis la veille de la guerre. Dès le début de la guerre, il s'efforça de se maintenir au pouvoir afin d'adoucir dans la mesure du possible le sort des populations, auxquelles on semblait avoir déclaré la guerre tout aussi bien qu'aux ennemis extérieurs. Grâce à cette politique de compromis forcé, la coalition serbo-croate put rendre à la cause yougoslave de grands services.

Les Magyars veulent maintenant profiter de la situation extérieure pour arriver à leurs fins. Ils tiennent à ce que le parti de la coalition se prononce contre la déclaration yougoslave du 30 mai.

C'est à la veille de Noël que l'empereur Charles a fait appeler au palais le ban de Croatie, Mihalović, pour l'engager à faire en sorte que son parti se prononce contre l'unité nationale serbo-croato-slovène. Les journaux de Zagreb donnent certaines indications au sujet de la pression exercée sur la coalition.

La « Hrvatska Država » du 2 janvier du parti de Starčević, écrit à ce sujet :

« Les chefs de la coalition croato-serbe se trouvent depuis quatre jours dans une situation des plus difficiles. Il ne s'agit plus des questions intérieures, ni des relations étatiques, politiques et financières avec la Hongrie... Les délégations vont se réunir prochainement. Le peuple croate demande que ses délégués se prononcent, mais la Hongrie et le comte Czernin le demandent également. On sait ce que la Hongrie et Czernin désirent obtenir de la coalition... Le plus important aujourd'hui, c'est que la coalition croato-serbe ne fasse nulle part aucune déclaration contre les revendications générales du peuple. »

La « Reichspost » du 11 janvier parle d'une crise intérieure au sein de la coalition croato-serbe :

« Le gouvernement hongrois, dit le journal clérical de Vienne, demande à la coalition que ses représentants fassent une déclaration contraire à la politique de la déclaration yougoslave. La majorité de la coalition repousse absolument cette « insinuation magyare ». Les conférences qui ont eu lieu ces derniers temps n'ont donné

### FEUILLETON

Notre collaborateur et ami M. Léo d'Orfer nous fait le plaisir de nous offrir la primeur d'une pesma sur le roi Marko, faisant partie d'un recueil *La Couronne d'or de la Serbie* qu'il se propose de publier au cours de cette année.

#### Le Réveil de Marko

Pesma serbe

C'est sur l'Ourvina, la montagne haute,  
Qu'un bruit sourd résonne au fond de la grotte  
Où le grand héros dort son long sommeil;  
Et ce bruit n'est pas le signal des fêtes,  
Mais des temps prédits par tous les prophètes:  
C'est le grand réveil.

Charatz a brouté tous les brins de mousse;  
Le sabre est sorti de la pierre rousse:  
Ton heure a sonné, Marko, fils de Roi!  
D'ennemis vainqueurs, ta patrie est pleine;  
Partout, sur le mont, le val et la plaine,  
Ils sèment l'effroi.

Le Turc abhorré, le félon Bulgare,  
Le Magyar cruel, l'Allemand barbare  
Ont souillé le sol libre et glorieux.  
Il ne reste aux tiens qu'un coin de patrie;  
Sous la terre, rouge et toute meurtrie,  
Pleurent les aïeux.

Entends-tu leur voix, leur voix de reproche?  
C'est sous l'arbre vert et c'est sous la roche  
Qu'elle se lamente au fond du tombeau.  
C'est le verbe dur du roi Voukachine,  
Et ta mère aussi, la vieille Euphrosine,  
Appelle Marko.

C'est Douchan le Fort, tailleur d'un empire,  
C'est le doux Lazare et c'est le délire  
De ceux dont le sang fleurit Kossovo.  
Ce sont les haïdouks mis à la torture,  
Dont la bouche, encor vaillante, murmure:  
Où donc est Marko?

Marko de Prilep, ta ville te somme  
De la délivrer, elle et le royaume.  
Ton église attend ta grande slava.  
Depuis si longtemps la Saint Georges passe,  
Et point n'apparaît Charratz sur la place,  
Et tu n'est pas là!

Achève, ô guerrier, ton immense rêve!  
La mer, bleue et profonde sur la grève,  
Rejette ta masse aux nœuds de rubis,  
La Vila sur les hauts sommets te clame:  
Vois les ongles noirs et les yeux de flamme  
De ton faucon gris.

Entre les sapins, près de la fontaine,  
Ta lance de guerre au manche de chêne  
N'est plus inutile en sept tronçons durs.  
Saint-Sava les a ressoudés lui-même:  
Tu reconnaîtras ton arme suprême  
Qui perce les murs.

Prends ta peau de loup et des bottes blanches;  
Mets ton dolman vert et ceints-toi les hanches;  
Ton bonnet de martre est lourd à tes yeux?  
Relève-le donc et vois la lumière;  
Rentre dans le monde et suis ta carrière:  
Sois victorieux.

Là-bas, au lointain, l'horizon se frange  
De pourpre sanglante et de feux orange.  
Des cimes des monts aux bords de la mer,  
Les bergers et les bruns labourers serbes  
Vont se fiancer pour toujours aux herbes:  
L'effroi remplit l'air.

Mais tes ennemis, déjà pris de crainte,  
Sentiront la mort sur leur faces peinte,  
Dès qu'ils ouïront ton Charatz hennir.  
Car ils savent tous que rien ne délivre  
Du héros qui doit à présent revivre  
Pour les abolir.

Vois-tu ce géant qui, par de grands signes,  
Te convie à des batailles insignes?  
C'est George le Noir, vivant comme toi.  
Il fut le vainqueur de Michar... Sa race  
Règne sur les tiens... Va prendre ta place,  
Roi, près de ce Roi.

Deux outres de vin!... Marko, bois la tienne!  
Il faut à Charatz une outre aussi pleine.  
Pour lui rendre ses quatre ailes d'antan.  
Volez tous les deux où Dieu vous appelle!  
Suis ton faucon gris, et bondis en selle,  
Comme un ouragan.

Où ta lance a lui, se creuse une tombe,  
Ta lourde masse est pareille à la trombe.  
D'un guerrier, ton sabre en fait deux, bientôt.  
Les glaives, dans l'aube, au loin étincellent,  
La victoire attend... En selle Marko!  
Les Serbes t'appellent!



## LETTRES RUSSES

## VII. — La paix des contrebandiers

Pierre Kropotkine avait déjà mentionné, dans ses « Mémoires », les organisations de contrebande le long de la frontière russo-allemande et austro-russe, dans le but d'importer en Russie des brochures et des livres subversifs et de fournir de faux passeports. La plupart de ces contrebandiers étaient des Juifs russes ou des Chasars israélites. Leurs tentatives n'étaient pas toujours politiques ou socialistes : beaucoup d'entre eux ne dédaignaient pas la traite des blanches, ce dont témoignent bien des procès scandaleux.

Aujourd'hui la contrebande sous cette forme est devenue superflue entre les deux pays. Mais elle n'a point disparu en elle-même ; au contraire, elle est devenue plus efficace que jamais. Aujourd'hui on s'occupe, à Péterograd et à Brest-Listovsk, d'introduire par fraude tout ce qui peut nuire à la Russie, sous le nom de « paix démocratique » et de « lutte contre la bourgeoisie, le capitalisme, l'impérialisme » des Alliés, bien entendu. Il est d'un haut intérêt psychologique, que les deux personnages qui se sont particulièrement évertués à provoquer les pourparlers de paix soient un contrebandier et un voleur notoires, dans l'acception commune du terme. M. M. Ganietzki (recte Fürstenberg) et K. Radek, déjà avant la guerre surnommé « Kradek » — petit voleur — (recte Sobersohn, un des collaborateurs de la revue « demain » du camarade Guillebeaux).

C'est en première ligne pour sauver de la banqueroute les capitalistes centraux que tous ces contrebandiers d'idées faussées, ces Braunstein-Trotzki, Apfelbaum-Zinoviov, Feldmann-Tchernov ont lancé le mot d'ordre de la « paix sans annexions » et qu'ils ont élaboré, à Zimmerwald et à Kienthal, le programme de la Nouvelle Internationale.

Nul n'a réclamé avec plus d'ardeur, avant la Révolution, la convocation de la Constituante et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes, que Lénine-Oulianov dans feu le « Social-Démocrate » de Genève. Maintenant, parvenu au pouvoir suprême, grâce à l'appui de la Garde Rouge, dont les héros, pour s'assurer leur indemnité quotidienne de quinze roubles par personne, sont capables des pires crimes, Lénine se moque de ses anciens collègues : ayant essayé aux élections, un échec éclatant, malgré tous les procédés arbitraires et tout le régime de terreur des Soviets locaux, il dissout cette Constituante tant désirée depuis les Décabristes.

Les résultats des élections sont, d'après ce qu'on peut savoir jusqu'à présent, les suivants :

1. Centre et aile droite des socialistes révolutionnaires	345
2. Bolcheviki (maximalistes)	185
3. Socialistes-révolutionnaires et social-démocrates ukrainiens	75
4. Mahométans de toutes nuances politiques	60
5. Aile gauche des socialistes-révolutionnaires	40
6. Cosaques	25
7. Parti des Cadets (constitutionnels-démocrates)	24
8. Mencheviki (minimalistes)	23
9. Conservateurs et propriétaires de terres	12
10. Nationalistes juifs	8
11. Parti arménien de la « Dachnaktzoutioun »	7
12. Esthoniens	4
13. Lettons	1
14. Moldaves	1

A. La droite : environ 30 Mahométans, les nationalistes juifs, 2 Esthoniens, 1 Moldave, les Cosaques, les cadets, les conservateurs et les propriétaires de terres, en tout 100 députés.

B. Le centre : environ 25 Ukraïniens, le centre et l'aile droite des socialistes-révolutionnaires, les mencheviki, les Arméniens, environ 30 Mahométans, 1 Letton et 2 Esthoniens. Au total, le centre socialiste comprendra bien 435 députés.

C. La gauche : les bolcheviki, l'aile gauche des socialistes-révolutionnaires et environ 50 Ukraïniens, en tout 275 députés.

Droite : 100.

Centre : 135.

Gauche : 275.

Coopération entre Droite et Centre : 535, contre 275 de la Gauche.

On voit donc que la majorité comprend presque le double du nombre des députés bolcheviki. La continuité de la révolution russe exige que cette majorité, à laquelle le grand Duc Michel Alexandrovitch a transmis les prérogatives des tzars, crée les nouvelles lois fondamentales et nomme un gouvernement qui jouirait de sa confiance.

Mais Lénine, le tsar ochlocrate et baïonnetocrate frais-émoulu, avec sa bande Chazare, ne se contente plus d'être un usurpateur : il est devenu l'assassin de la volonté souveraine du peuple russe. Ses collaborateurs, les Braunstein, Joffe, Rosenfeld et Apfelbaum, ces destructeurs de la Russie au profit de l'Allemagne et de l'Autriche sont déjà démasqués aux yeux de tout le monde. Mais il y en a encore qui croient — ou feignent de croire — Lénine un homme de bonne foi. Si Lénine était réellement dévoué aux principes qu'il fait semblant de prêcher, c'est-à-dire s'il voulait réellement une paix des peuples, la paix avec les peuples des puissances centrales, il demanderait à Guillaume de libérer Karl Liebknecht, afin que le Reichstag l'autorisât à mener les pourparlers en son nom ; il demanderait à Charles I la même chose pour Fritz Adler ; et tant que ces conditions ne seraient pas remplies, il ne parlerait pas avec les gouvernements centraux. Car il n'y a que ces martyrs du prolétariat et ceux qui leur ressemblent, avec qui un honnête révolutionnaire russe puisse discuter les questions de paix. Si cette condition était remplie et que le prolétariat allemand et autrichien, on pourrait dire alors que Lénine a remporté la plus grande, la plus glorieuse victoire de cette guerre, la véritable victoire morale. Mais au lieu de cela, Lénine et consorts ne parlent qu'avec les geôliers de Liebknecht et d'Adler. Lénine, fidèle agent de l'Autriche, a trouvé un meilleur moyen de servir ses maîtres secrets, que ne l'aurait été l'assassinat d'Alexandre III, essayé jadis par son frère : il a décidé d'assassiner la volonté souveraine du peuple russe.

M. G.

## Comment les Bulgares bulgarisent

Nous avons communiqué dans le numéro précédent de ce journal plusieurs dépêches relatant les procédés dont se sert le Gouvernement de Sofia pour démontrer le caractère « bulgare » des pays envahis par les troupes du tsar Ferdinand.

Nous soumettons aujourd'hui au jugement du monde civilisé les témoignages irréfutables des crimes commis par ces troupes en Macédoine, où la malheureuse population — fermement décidée à rester serbe — a dû subir et subit encore le régime de terreur et d'assassinats instauré par les oppresseurs.

Vladan Péetrovitch, négociant à Radovist, qui réussit à passer la frontière après avoir erré trente jours dans les montagnes raconte : « Ma fille Rouja était institutrice avant la guerre. Depuis l'invasion bulgare elle a été forcée de se retirer un moment de l'enseignement. Mais les enfants serbes ne voulant pas aller à l'école bulgare, venaient chaque soir discrètement dans ma maison, où Rouja enseignait en leur langue maternelle. Le commandant bulgare Ivanoff ayant appris l'existence de cette école nocturne — et furieux que l'école bulgare ne comptât même pas dix élèves, se rendit un soir avec plusieurs gendarmes — tous ivres — dans ma maison. Les enfants furent dispersés à coups de baïonnette. Ma fille, indignée de cette atroce attitude à l'égard d'enfants de 6 à 10 ans, avait, paraît-il, protesté. Lorsque j'accourus dans la salle, ma fille se trouvait déjà dans les mains des soldats-ivrognes, qui lui ont percé la poitrine d'un coup de baïonnette... Rouja avait expiré presque immédiatement. J'ai entendu le capitaine, me ligotant, prononcer les paroles suivantes : « J'ai l'ordre de faire disparaître tout ce qui est serbe dans ce pays. »

Dans la ville de Negotine, les gendarmes ont pillé toutes les maisons serbes. Toutes les enseignes des magasins serbes ont été détruites.

D'une lettre trouvée sur le soldat bulgare Dimo Stamoff, du 54<sup>e</sup> régiment d'infanterie, mort le 21 août, sans pouvoir expédier sa lettre, nous relevons le passage suivant :

«... Nous avons brûlé tous les hameaux aux alentours de Varbani, où la population ne veut pas renier son origine serbe. Nous avons tué, mère, beaucoup de gens qui proclamaient hautement leur nationalité serbe. C'est triste, mère, mais que veux-tu ? Et puis ces sales Serbes, pourquoi ne veulent-ils pas subir les lois du vainqueur ? Ils savent bien que nous ne voulons pas les Serbes en Macédoine bulgare, Kolio Min-

ur, de Stara Zagora, fait prisonnier par les Français, le 13 septembre, a reconnu avoir reçu l'ordre de visiter avec une patrouille, baïonnette au canon, toutes les familles serbes de la région d'Ochrida, et de les inviter sous les pires menaces à signer une déclaration reconnaissant leur origine « bulgare ».

Ce sont des faits, des faits contrôlés et confirmés par de nombreux témoignages. Le tsar Ferdinand et son Gouvernement cherchent par la violence à obliger les Serbes à renoncer à leur origine. Et cette violence dure depuis deux ans. Avec l'approche de la paix, elle devient de plus en plus monstrueuse.

L. SAVADJIAN.

Vient de paraître :

## LA DALMATIE, L'ITALIE et L'UNITÉ YUGOSLAVE (1877-1917)

par le comte L. DE VOÏNOVITCH

Une contribution à la future paix européenne

GENÈVE, BALE, LYON  
GEORG & Co, Libraires-Éditeurs  
Prix : 4 francs

## L'organisation politique de l'Etat yougoslave

par A. H. E. Taylor

## II

Malgré le fait que dans la guerre civile américaine ce fut le parti appelé fédéral qui sortit victorieux sur les Confédérés, les Etats-Unis fournissent l'exemple d'un Staatenbund ou confédération d'Etats, et non pas d'un type plus unitaire. Chacun des membres de l'Union américaine est un Etat souverain, et le pouvoir fédéral jouit uniquement des pouvoirs délégués, fait qui s'est révélé à plusieurs reprises être d'une grande importance pratique et qui suppose des mesures particulières pour tout changement de la Constitution, celle-ci étant en réalité un traité conclu par les différents Etats dont est composée l'Union. Pour le second type, le Bundesstaat ou Etat fédéral, le Canada est un exemple, ce qui distingue ce pays d'une façon tranchante des Etats-Unis. Il est vrai que le professeur Dicey a vigoureusement insisté, en dépit de quelques critiques canadiennes, sur l'identité fondamentale des deux constitutions, et il semblerait présomptueux de se mettre en désaccord avec une telle autorité, sur le terrain qui lui est propre. Mais la distinction faite ci-dessus nous paraît essentielle, dans le sens littéral du mot, et elle modifie en effet considérablement l'action des gouvernements dans les affaires intérieures des deux pays. Il est difficile de voir une identité essentielle, dans les deux constitutions, si grande que soit la ressemblance de leur forme extérieure, ainsi que d'une partie importante de leurs fon-

ctions journalières ; dans l'une d'elles la souveraineté est exercée par le pouvoir central, tandis que les pouvoirs locaux ne possèdent que les attributs délégués ; dans l'autre les pouvoirs particuliers sont souverains, et le pouvoir central ne jouit que des prérogatives conférées. La différence indiquée dans les pouvoirs respectifs et partant dans l'application pratique des deux constitutions, est relevée dans l'analyse des attributs des pouvoirs centraux et locaux dans les deux pays par le professeur Dicey lui-même<sup>2</sup>.

La distinction n'est pas uniquement d'une valeur théorique. Hamilton, en 1789, pensait que les Etats individuels étaient par trop indépendants, et dans la vie pratique d'aujourd'hui, nous trouvons des vices aussi flagrants que la diversité des lois matrimoniales dans les différents Etats, pendant que le contrôle fédéral suprême, du trafic international, par exemple, a présenté des grandes difficultés, et le trafic interne dans les Etats particuliers est hors de la compétence du pouvoir fédéral. Dans quelques cas concrets des fictions légales sont venues à l'aide de l'exécutive fédérale.

Lorsque l'Australie fut fédéralisée, des circonstances diverses — comme par exemple le fait, que l'Australie occidentale était séparée des autres colonies par le continentale était séparée de la New South Wales et la Victoria, la jalousie entre le New South Wales et la Victoria, ainsi que l'indépendance locale, très développée, de toutes les colonies — ont conduit à adopter la confédération, le Staatenbund, et les résultats ont difficilement, dans beaucoup de cas, confirmé la sagesse de ce choix. Des conflits entre autorités ont été nombreux, et une grande partie du corps électoral se prononce en faveur d'une augmentation du pouvoir des autorités fédérales. Il est possible que l'Afrique du Sud, en formant son union, ait

eu en vue cet exemple et qu'elle ait pensé aussi au danger des anciennes jalousies pouvant se déchaîner sous une forme nouvelle, lorsqu'elle a modelé sa constitution sur celle du Canada.

Cette digression apparente aura servi à nous permettre si nous envisageons la possibilité d'une fédération sud-slave, d'aborder la question avec les idées claires de ce dont il s'agit.

L'état économique général en Slovénie. (« Privreda u Slovenačkoj »), par Ernest Krouléy. — Genève, 1917 (en langue serbe).

Nous recommandons au public serbe cet intéressant ouvrage, qui nous renseigne, dans ses grandes lignes, sur la situation économique des dernières années de la partie slovène de notre peuple. L'auteur du livre est un spécialiste des questions économiques concernant les pays yougoslaves, et son étude sera utile à tous ceux qui pensent aussi à notre avenir économique commun.

## Un monument à Kaïmackchalan

En septembre dernier, le ministre de France, M. le vicomte de Fontenay, alla visiter avec S. A. R. le prince-héritier, les positions sur le Kaïmackchalan, et apprit à cette occasion que le prince avait l'intention d'y faire élever un monument commémoratif grandiose. Le gouvernement français, sur la proposition du ministre de France en Serbie, décida d'envoyer une plaque commémorative en souvenir de la fraternité d'armes franco-serbe. Le président du conseil, M. Pachitch, informé de cette décision, répondit au ministre de France qu'il en a informé S. M. le roi et S. A. R. le prince-héritier, et le pria de remercier le gouvernement français pour cette attention, qui symbolise la fraternité d'armes et trouve les sympathies que le gouvernement et le peuple français ont toujours manifestées envers la Serbie.

<sup>2</sup> Dicey, op. cit., Appendix, Note II, p. 410 sq.

<sup>1</sup> A. V. Dicey : Law of the Constitution, p. 157 sq. Vth Edition.



## Belgrade sous le régime austro-hongrois

— Impressions d'un député tchèque —

M. Gustave Habermann, député tchèque au Parlement de Vienne et membre des Délégations austro-hongroises, prit part à un voyage à Belgrade, organisé par le ministère des affaires étrangères du 3 au 5 janvier pour les membres des Délégations autrichiennes et hongroises. Le député G. Habermann est aujourd'hui le véritable leader de la Social-Démocratie tchécoslovaque. Etant président du comité exécutif de son parti, il le représente à la présidence de l'Union parlementaire tchèque, à savoir le bloc de tous les députés tchèques du Parlement de Vienne. M. Habermann est l'un des députés les plus intrépides de la nation tchèque; ses discours prononcés au Parlement et aux Délégations contre l'Autriche-Hongrie ont créé de nombreux embarras au gouvernement. Son socialisme ne l'empêcha pas récemment de prendre la défense, aux Délégations, du vieux roi Pierre de Serbie, lorsque l'honneur de ce brave souverain fut attaqué par un rustre princier, le prince Auersperg.

Dans le « Pravo Lidu » de Prague du 12 et 13 janvier, M. Habermann écrit ce qui suit :

« Le matin du 3 janvier, comme le train de Vienne arriva à la gare de Belgrade, via Budapest et Zemlin, avant la pointe du jour, il ne nous fut pas possible de contempler le superbe panorama de la ville qui ravit tout passager. Et notre départ ayant été fixé deux jours plus tard, dans les heures matinales et brumeuses, nous ne pouvions voir Belgrade dans toute sa beauté si fort admirée de tous ceux qui en ont pu jouir à cette heure et qui en ont savouré l'impression profonde même à l'époque présente.

« Peu après notre arrivée à la gare, nous fîmes une promenade par la ville. Elle est impressionnante. A chaque pas on aperçoit des traces évidentes des récentes batailles et combats. Le quartier industriel gît en ruines. Pas une pierre n'est route qui n'ait été emplacements autour de la grande pierres et des briques couvrent le sol. Les servants à l'industrie et tout un quartier industriel. Le quartier juif, situé sous la forteresse, où les batailles les plus sanglantes se sont livrées, n'est plus que décombres. C'est la forteresse elle-même qui a le moins souffert, relativement.

« Dans toutes les parties de la ville, on voit de nombreux signes de combats dans les rues et les résultats de l'affreux langage des canons de tout calibre. Peu de bâtiments ont été épargnés. Tout ce qui n'est pas devenu la proie des obus, des balles et de la fureur du combat dans les rues, a péri par le pillage du vainqueur. L'armée allemande use d'un soi-disant droit au butin, d'après lequel elle est autorisée à s'emparer des biens et des propriétés des habitants de la localité prise par les armes, pendant deux jours entiers. En Serbie, l'armée allemande a usé largement de ce droit. Des bâtiments publics, tels que le palais royal, le théâtre, le Parlement, les bâtiments des ministères ont été pillés de sorte que seuls les murs nus restaient debout. Ces bâtiments rappellent par leurs intérieurs les vieux châteaux de Bohême, abandonnés depuis des dizaines et même des centaines d'années. Les châssis des fenêtres et des portes ont été arrachés et enlevés. Tous les objets précieux ont disparu, d'autres ont été brisés, tout ce qui ne pouvait pas être emporté, fut saccagé. Les foyers domestiques et les bâtiments privés sont tombés sous le coup du droit de butin. Beaucoup de portes et de fenêtres sont fermées au moyen de planches, beaucoup de fenêtres restent sans vitres et un nombre considérable de maisons semblent inhabitées. Sur 100.000 habitants que comptait la ville avant la guerre, il ne reste actuellement qu'à peine 50.000 indigènes.

« Malgré les efforts visibles en vue d'effacer toute trace accusatrice et les suites de la fureur de la guerre, nous nous rendons compte à chaque pas que c'est par là que passa la guerre sous sa forme la plus odieuse.

« La ville ayant été la proie d'innombrables pillages, frappe même aujourd'hui par son aspect extrêmement sympathique et agréable. Nous pouvons entrer n'importe où et nous sentons toujours qu'un peuple assidu, fin, travailleur, conscient et original, a vécu en ces lieux. Les larges rues qui sillonnent la ville, rappellent les boulevards et les avenues de Paris par leurs pavés et leurs larges trottoirs. Les lignes de tramways électriques les parcourant, les arbres et les poteaux surmontés de lampes à arc les bordent. Les maisons qui, pour la plupart, sont neuves ou toutes récentes, nous rappellent le style des maisons de nos villes tchèques, ce qui prouve une assez grande participation des architectes tchèques dans les entreprises de bâtiments de cette ville. A côté des maisons somptueuses en style moderne et des bâtiments monumentaux, s'accroupit çà et là une petite maison du vieux temps. La plupart des constructions sont en maçonnerie recouverte d'un enduit blanc, ce qui fait de loin une impression agréable et lumineuse.

« Le palais royal, dont seuls les murs de l'ancienne partie subsistent, tandis que la nouvelle est bien conservée, paraît l'édifice monumental le mieux

construit de toute la ville. Le nouveau parlement qui n'est pas terminé et dont le matériel de construction a été dispersé pendant la guerre, devait être le plus beau monument d'architecture de la ville. Il ne fut pas possible, dit-on, d'achever sa construction, les fonds faisant défaut. L'ancien parlement, situé près du palais royal sur un versant, est un simple bâtiment sans aucune apparence, donnant l'illusion d'un restaurant d'été. On y a installé aujourd'hui un dépôt militaire. Le cabinet de travail du président de ministère, M. Pachitch, petit et modeste, avec une fenêtre donnant sur la rue, d'où l'on plongeait facilement dans la chambre, sert actuellement de dépôt à cigarettes.

« La dénomination des rues attire notre attention pendant la promenade, de même que les enseignes des magasins et des maisons particulières. Nous lisons : Miloš Veliki ulica, Kniez Dušan ulica, Poslanička ulica. Nous constatons avec plaisir la parenté de la langue serbe avec la nôtre. Seulement, nous avons l'impression que toutes ces affiches se présentent mal à nos yeux, peintes qu'elles étaient d'une façon peu artistique et avec négligence. Cela nous choque et nous blesse même. Cela nous força à les observer de plus près et à y réfléchir.

« D'où vient, nous demandons-nous, que les dénominations des rues, les enseignes des magasins et d'autres affiches publiques ou privées sont faites si négligemment ? En les examinant avec plus de soin, nous nous rendons compte qu'une couche de peinture recouvrait assez insuffisamment les inscriptions originales qui avaient été faites avec les caractères cyrilliques. Voilà ce que nous comprenons : Le caractère original de la ville fut antérieurement cyrillique. Lors de la prise de Belgrade, lorsque le gouvernement militaire s'y installa, on mit tout en œuvre, sur son ordre, pour arracher à la ville son caractère national serbe, manifesté par l'usage des lettres cyrilliques; on recouvrit alors d'un enduit blanc les inscriptions cyrilliques et sur cette matière on fit repeindre les inscriptions en caractères latins.

« Voilà la faute qu'on a commise. L'ancien gouvernement a donné l'ordre de détruire toute trace de la vie nationale serbe, surtout celle exprimée dans les caractères cyrilliques et de les remplacer par les lettres latines. »

« On comprend déjà l'inopportunité de cette mesure. Toutes les fois que le peuple sort dans la rue, les inscriptions étrangères rappellent à sa vue son état d'assujettissement et d'humiliation. Avait-on l'intention de provoquer par cette mesure cet état d'esprit et d'en nourrir le désir de la liberté ? Je m'imaginai, ce qui se passerait chez nous, si l'on voulait nous imposer des inscriptions souabes, ou ce qui se passerait chez les Allemands, si l'on voulait leur imposer, par exemple, les cyrilliques.

« La première visite que nous fîmes, fut destinée au palais royal. A part quelques saluts de canons, le bâtiment est à peu près intact extérieurement. L'ancienne partie forme une aile du palais royal, la nouvelle partie, encore inachevée et de belle architecture, en forme l'autre. Entre les deux ailes s'étend en pente un jardin royal, assez spacieux.

« Le cicérone nous expliquait qu'au milieu de ce jardin était situé l'ancien palais royal, dernier domicile du roi Alexandre et de la reine Draga. Il a été démolé et une plantation de pins et de sapins le remplace.

« L'intérieur du palais royal est dévasté. Les objets précieux ont disparu. Les anciens appartements du roi, la salle du trône, les cabinets de travail et les bibliothèques sont vides. A l'angle gauche à l'arrière, on voit un grand trou causé par un obus. Le plancher est enfoncé à cet endroit et il faut y marcher avec précaution. Les archives royales ne montrent que des murs nus et les débris des livres et des documents des archives gisent par terre, délabrés, à moitié pourris et brûlés. Aucune trace de meubles, de tableaux, de cadres, de poignées de portes et de boutons, de rideaux, de tapis et d'autres objets, n'est visible. Tout a disparu. Les murs nus, décrépis, et les planchers détruits, nous font le récit muet des ravages de la guerre après l'occupation ennemie.

« Du palais royal on nous conduisit dans quelque vieux cimetière, abandonné, avec une petite chapelle antique et remarquable. On nous montra à l'intérieur le mausolée du roi Alexandre et de la reine Draga. D'un endroit tout à fait oublié, où ces deux souverains avait été ensevelis, par ordre de feu l'empereur d'Autriche, leurs dépouilles ont été déterrées et enterrées dans cette chapelle à côté des autres Oubrovitch. Sur leurs sépulcres fut dressé un monument de maigre valeur artistique, sur lequel une inscription fut gravée.

« Suivant notre désir, on nous introduisit dans une école primaire et dans un lycée de jeunes filles. L'école primaire se trouve dans un bâtiment servant au même usage déjà avant la guerre. Nous avons visité quelques classes.

« Sur les bancs de l'école étaient assis filles et garçons qui ressemblaient beaucoup à notre jeunesse écolière. Dans toutes les classes on enseignait l'allemand et le magyar à côté du serbe. Je jetai un coup d'œil dans les livres de classe. Sur la pre-

mière page je trouvai le nom et le lieu de l'édition à Sarajevo et à Zagreb. Tous les livres de classe sont écrits en caractère latin. Les caractères cyrilliques sont proscrits des écoles primaires et du lycée privé des jeunes filles, le seul qui existe dans le pays. La tendance en est claire : la culture et la tradition nationales et populaires doivent être oubliées et remplacées par des succédanés magyars, présentés en caractères latins par l'intermédiaire de la langue croate.

« Tout le corps enseignant a été appelé de Hongrie, à l'exception de quelques maîtres d'écoles et professeurs du pays au lycée des jeunes filles. Les maîtresses d'école dans les écoles primaires sont ou des Allemandes et des Magyars de Hongrie et de Croatie, ou des Croates, qui parlent couramment l'allemand et le magyar. Lorsqu'on rétablit l'enseignement scolaire, on ne se servit point des indigènes. Néanmoins, on commence à se rendre compte qu'en supprimant le cyrillique et en introduisant des maîtresses et des maîtres d'école étrangers, en mettant à l'écart le corps enseignant du pays, l'on a plutôt perdu que gagné.

« Les maîtresses et les maîtres d'école du pays, ayant l'instruction nécessaire, ne furent pas admis, parce qu'on craignait que la tradition populaire et nationale soit ainsi maintenue et fortifiée. De l'étranger, on a fait venir des personnes moins instruites, dont la plupart n'avaient qu'un certificat d'un cours de quelques semaines ! Cela démontre d'une façon évidente et même trop frappante que le fait de rétablir les écoles en Serbie occupée, ne vlsait pas une mission culturelle, mais une dénationalisation. Cela fait une impression pénible d'entendre les petits garçons et les petites filles réciter machinalement, sans compréhension ni sentiment, une petite poésie magyare ou allemande, dont ils saisiraient à peine le sens, même dans leur langue maternelle. »

(La seconde partie au prochain numéro)

### Une rectification de M. Léger

Notre rédacteur en chef a reçu la lettre suivante :

Mon cher collègue,

« La Serbie », dans son numéro du samedi 19 janvier, me met en cause à propos d'un sieur Tsokoff, agent bulgare, qu'on voit au Quai d'Orsay, puis dans M. Léger. J'ignore qui est M. Jos. Del., mais je lui inflige le plus absolu démenti. J'ignore absolument M. Tsokoff et je ne l'ai jamais vu chez moi. En revanche, mon cabinet a toujours été ouvert à vos compatriotes désireux de consulter la bibliothèque serbe, que j'y ai réunie depuis cinquante ans.

Je vous prie de bien vouloir publier cette rectification et de croire à tous mes vœux pour le succès définitif de la Serbie intégrale.

Bien cordialement à vous.

Paris, 24 janvier 1918.

L. LÉGER.

### M. Wendel et « La Serbie »

Dans l'« Arbeiter Zeitung » du 11 janvier, M. Wendel, revenant sur ce qu'il a écrit de notre journal, constate que nous avons reproduit « inexactement et incomplètement » (unge nau und unvollständig) sa pensée. Il a en effet dit que dans le traitement des questions intéressant la Bulgarie, nous manifestations le plus souvent (am ehesten) la haine passionnée et une injustice aveuglée, tandis que dans notre allusion nous n'avions pas mentionné cette restriction. Nous considérons cependant toute l'observation de M. Wendel à notre adresse comme un simple lapsus; ce qui peut être vrai dans sa remarque, c'est que, en effet, nous faisons une distinction entre les Bulgares d'un côté et les autres ennemis de l'autre, mais non pas pour les raisons que M. Wendel suppose, pour une prétendue parenté ethnique serbo-bulgare, mais précisément pour des motifs contraires. Les Serbes sont des Slaves, possédant aussi bien les qualités que les défauts inhérents à la race slave, tandis que les Bulgares rentrent dans la catégorie des peuplades touraniennes et sont apparentés avec les Turcs et les Magyars. Si, par conséquent nous faisons cette distinction aussi entre Bulgares et Allemands, c'est que nous sommes équitables et ne voulons pas mélanger ce qui est, malgré tout, disparate. M. Wendel ne devrait pas nous en vouloir.

### Les Bulgares réclament la Dobroudja

M. Radoslavoff n'est pas le seul à s'obstiner à réclamer pour la Bulgarie la Dobroudja. Plus que tout autre parti, celui de Guéchoff s'est engagé à soutenir le gouvernement dans cette question. Le leader de ce parti, l'ancien ministre Todoroff, a terminé son discours dans le débat budgétaire par

un appel vibrant en faveur de l'incorporation de la Dobroudja à la Bulgarie.

« La Bulgarie, a-t-il dit, doit étendre ses frontières jusqu'au Danube. Après 1913, les Roumains ont perdu tout droit de gouverner en-deçà du Danube. Seule une question économique et commerciale intéresse la Roumanie, c'est celle du port de Constantza. Cette question peut s'arranger en accordant toutes facilités commerciales aux Roumains, mais elle ne saurait constituer un obstacle à l'incorporation de la Dobroudja à la Bulgarie. »

Pour des considérations stratégiques, le « Dnevnik » (10 décembre), réclame également la Dobroudja pour la Bulgarie.

« Dans la main des Roumains, écrit-il, la Dobroudja a été une pomme de discorde et non pas de paix. Il en résulte que la Dobroudja doit être « désannexée » au profit de la Bulgarie afin d'obtenir une frontière stratégique solide et non pas changeable comme cela a été le cas jusqu'à présent. Le Danube constitue cette frontière. L'incorporation de la Dobroudja à la Bulgarie rendrait la Roumanie plus calme et la contraindrait à ne penser qu'à sa régénération intérieure. »

Le « Mir », dans son numéro du 11 décembre, formule d'une façon tout à fait prussienne la prétention bulgare sur la Dobroudja.

« Il ne faut pas oublier que la Roumanie est un pays riche, écrit l'organe de Guéchoff et de Todoroff. Il lui sera facile de se relever économiquement. Il n'en est pas de même de la Bulgarie. Celle-ci ne possède pas des mines de sel ni des sources pétrolières. La Bulgarie sort de la guerre avec des dettes qui se chiffrent par milliards. Il faut qu'elle conserve des terres pour que sa population laborieuse puisse se développer économiquement. »

### NOUVELLES DE SERBIE

#### Un télégramme du Prince-Régent à M. Wilson

A l'occasion du nouvel an, S. A. R. le prince Alexandre, a adressé la dépêche suivante au président Wilson :

« Je saisis avec joie l'occasion qui se présente de vous renouveler l'expression de ma reconnaissance, ainsi que celle de tout le peuple serbe pour les immortels principes de justice que vous avez proclamés et pour la grande sympathie et l'aide généreuse que vous prodiguez à mon pays. Je nourris l'espoir inébranlable que le concours précieux que les Etats-Unis prêteront aux Alliés, au cours de cette année, contribuera efficacement à hâter l'écrasement de nos ennemis communs et par la suite à réaliser l'idéal de justice dont vous vous êtes fait le noble promoteur qui doit amener le bonheur au monde civilisé. C'est dans cet espoir que je vous présente mes meilleurs souhaits de bonheur pour la nouvelle année et que je forme les vœux les plus ardents pour la prospérité de la grande nation américaine. »

Le président Wilson répondit :

« Je suis profondément touché par votre message du nouvel an. Je vous assure qu'en accordant son assistance à la Serbie, le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a été poussé autant par son désir d'aider un peuple opprimé, que de réaliser nos plans pour défaire complètement l'autocratie militaire prussienne. Permettez-moi de vous remercier pour votre message et d'exprimer la ferme conviction du peuple américain que les faits, dans l'année qui commence, amèneront la liberté, l'autonomie nationale, le respect des droits de toutes les nations et une paix durable. »

Le gouvernement de la nouvelle Zélande a envoyé à S. M. le roi de Serbie le télégramme suivant :

« Loin du centre de la lutte la nouvelle Zélande envoie ses salutations les plus cordiales et ses meilleurs vœux pour le succès complet de la cause en 1918. »

M. Bianchini, président du Comité de l'union yougoslave en Amérique, a adressé au président du conseil, M. Pachitch, la dépêche suivante :

« A l'occasion du nouvel an, au nom du Comité yougoslave, je vous prie d'agréer nos vœux les plus ardents pour les heureuses réalisations de notre idéal de libération pour lequel nous sommes prêts à supporter tous les sacrifices nécessaires. Quelles que soient les épreuves qui nous attendent, la liberté devra se lever sur notre peuple torturé. »